

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 303

17 - Charente-Maritime

ASSOCIATIONS

Créations

Déclaration à la préfecture de la Charente-Maritime

ASSOCIATION DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME.

Objet : l'association a pour but : - promouvoir la culture de la paix en favorisant la connaissance des droits de l'Homme et du droit international humanitaire ; - faire connaître la matière juridique du droit international humanitaire et le droit des conflits armés ; - promouvoir la recherche-action sur la paix et la sécurité au Tamil Eelam ; - mettre fin à l'occupation et à la colonisation de notre patrie le Tamil Eelam par le Sri Lanka et de restaurer l'indépendance du Tamil Eelam en tant que République laïque, pluraliste et démocratique garantissant les droits de l'homme et la liberté pour tous ; - être un cadre de réflexion et d'analyse des problématiques liées au Tamil Eelam en vue de contribuer à la consolidation de la paix dans l'Ile, à la transformation des conflits, à la cohésion sociale entre les communautés, à la culture de la paix par l'éducation et la formation aux valeurs de paix et de non-violence ; - agir pour que les droits fondamentaux, pour l'ensemble de Tamil Eelam aux Tamouls soient reconnus dans leur caractère universel, indivisible et effectif et pour que les droits soient des droits construits par et pour les citoyens de Tamil Eelam : nous voulons et luttons pour, un Tamil Eelam libre dans laquelle tous les citoyens ont un réel pouvoir, une Tamil Eelam fondée sur le respect et la liberté de chacun, un Tamil Eelam qui affirme son souci d'égalité sociale, un Tamil Eelam sans discrimination et sans occupation Sri Lankaise ; - accompagner, assister et soutenir les individus, groupes d'individus, populations des publics cibles à ces infractions au droit international, européen et national positif ; - défendre les victimes actuelles et passées (ou leurs ayants droits et représentants) de ces infractions au niveau international, européen, national et local ; - mettre l'accent sur les droits des réfugiés en limitant l'aggravation des violations en adoptant des moyens légaux au niveau local et international ; - garantir le droit à la dignité humaine des réfugiés et des personnes détenues arbitrairement dans plusieurs pays et travailler sur les problèmes des réfugiés en partant du principe de la sécurité personnelle dans un logement sûr et un logement décent- la consécration de la justice dans un travail décent et le respect de la liberté d'opinion et d'expression en fournissant un soutien juridique et une représentation pour défendre les problèmes des réfugiés, - surveiller et documenter les violations dont ils sont victimes, en plus de mobiliser l'opinion publique nationale et internationale autour d'eux, et de porter ces violations aux autorités internationales des droits de l'homme, par des moyens juridiques ; - mettre en place des formations et/ou l'organisation d'événements, dans un but de sensibilisation sur les questions des droits de l'homme ; - mettre en œuvre des projets dans le cadre d'un développement des programmes de formation, - proposer des projets de lois compatibles avec les conventions internationales quant aux droits de l'homme ; - promouvoir les 17

objectifs de développement durable fixés par l'ONU susciter et fédérer les initiatives et les structures concernant le développement durable des nations unies

Siège social : 6, avenue de Mulhouse, 17000 Rochelle.

Site internet : <https://tamilmovement.com>.

Date de la déclaration : 22 juillet 2022.